

Syrie : Le double veto russo-chinois inaugure un nouvel ordre mondial

par Pierre Khalaf

PARTENAIRES | 8 FÉVRIER 2012



La tendance générale

S yrie : Le double veto russo-chinois inaugure un nouvel ordre mondial

« *Si l'Occident veut un nouveau scandale pour lui-même au Conseil de sécurité alors nous ne pouvons pas l'arrêter* », avait dit le ministre russe des Affaires étrangères, Sergei Lavrov, avant la réunion de l'Onu sur la Syrie, samedi 4 février. Le « scandale » a finalement eu lieu et l'Occident a reçu une double gifle, russe et chinoise, avec les deux vetos mis par les deux pays au projet de résolution arabo-occidental contre la Syrie.

Une fois de plus, l'Occident, qui ne veut pas croire que le temps de la direction unilatérale des affaires de ce monde est révolu, a tenté de jouer au malin. Les États-Unis et leurs alliés ont introduit au texte initial certains amendements voulus par la Russie. Mais

entre les lignes, les experts russes ont découvert un piège permettant de rééditer en Syrie la triste expérience libyenne. C'est-à-dire qu'à travers une résolution floue et élastique, votée à l'origine pour la création d'une zone d'exclusion aérienne, l'Otan est passé à une opération de type classique qui s'est achevée par le renversement du régime du colonel Mouammar Kadhafi. L'ambassadeur de Russie aux Nations unies, Vitaly Tchourkine, a révélé que le projet résolution sur la Syrie faisait référence à l'article 42 de la Charte de l'Onu, qui permet un recours à la force militaire.

Ultimes pressions médiatiques

Les rêves de tous les comploteurs contre Damas se sont donc brisés contre les vétos russe et chinois. Pourtant, l'alliance occidentale et ses alliées arabes et de l'opposition syrienne avait lancé une vaste opération de manipulation médiatique dès vendredi soir, pour exercer de fortes pressions morales et politiques sur la Russie et la Chine : les télévisions satellitaires des pétromonarchies du Golfe ont passé en boucle des images de dizaines de cadavres, affirmant que l'armée syrienne avait commis un véritable massacre en bombardant Homs. C'était peine perdue, car toute cette coalition n'a pas compris que la décision de la Russie et de la Chine de s'opposer aux plans occidentaux en Syrie était stratégique et visait à mettre un terme, une fois pour toute, à l'hégémonie impérialiste. Le double veto, le deuxième en quatre mois, jette les bases d'un nouvel ordre mondial, où les pays émergents refusent d'être sous la coupe des États-Unis et d'un Occident décadent, incapable d'honorer ses dettes et autres engagements financiers.

Les autorités syriennes ont démenti les allégations de l'opposition, affirmant que les images montrées sont celles de citoyens enlevés et exécutés par les groupes armés (il y a à Homs 400 disparus). De nombreuses familles de personnes enlevées ont d'ailleurs reconnu sur les images les corps de leurs proches assassinés.

Au lendemain du double veto, l'Occident a lancé une campagne hystérique de dénigrement contre Moscou et Pékin. Mais les deux capitales ont réaffirmé leur attachement à leur position. Le secrétaire d'État russe aux Affaires étrangères, Gennady Gatilov, a assuré que l'Occident n'avait pas fait assez pour trouver une

résolution acceptable par la Russie.

Même déception du côté des monarchies du Golfe, notamment du Qatar. L'éditorial du quotidien syrien Al-Baas, a présenté avec plein de sarcasme ses « condoléances aux comploteurs contre la Syrie, notamment aux émirs du pétrole », pour l'échec de leur plan.

Malgré cette défaite diplomatique cuisante, l'Occident ne lâche pas prise. Nicolas Sarkozy mijote l'idée d'un « rassemblement des amis de la Syrie », et Hillary Clinton jure qu'elle « assèchera les sources de financement syriennes pour l'achat d'armement ». La Russie, elle, dépêche Sergueï Lavrov et le chef des renseignements extérieurs à Damas, mardi, pour s'entretenir avec le président syrien Bachar al-Assad.

Pendant ce temps sur le terrain, l'armée syrienne a asséné un coup sérieux aux extrémistes armés en nettoyant la vallée Barada, à 20 kilomètres à l'ouest de Damas.

Au Liban, des unités hélicoptérées de l'armée ont été déployées dans les zones frontalières avec la Syrie pour freiner le mouvement de trafic d'hommes et d'argent entre mes deux pays. Le Liban est devenu la principale base arrière des insurgés syriens armés qui harcèlent les troupes régulières.

Déclarations et prises de positions

► Michel Sleiman, Président de la République libanaise

« Le fait que les deux camps soient insatisfaits signifie que la position du Liban officiel est la plus adéquate. Nous avons estimé qu'il s'agissait de la position qui sied le mieux au Liban et à son unité, ainsi qu'à la Syrie, du point de vue de la non-ingérence du Liban dans ses affaires internes. Ma relation est excellente avec le président Bachar el-Assad et avec le commandement syrien. Ce que je dis en privé, je le dis aussi en public. Lors de mon allocution à l'Université libanaise, j'ai affirmé que j'étais en faveur de la démocratie en Syrie et ailleurs, et en faveur de l'alternance en Syrie et ailleurs. Nous appelons le commandement syrien à dialoguer avec l'opposition dans toutes ses composantes, à appliquer la première initiative arabe, pour que la solution reste dans le cadre

de la Ligue arabe. La position des États se fonde sur leur géographie politique. La Syrie est notre seul voisin, tant que l'ennemi israélien est à l'autre frontière. Mais il n'y a pas que le régime syrien qui soit notre voisin. Le peuple syrien l'est aussi. C'est pourquoi nous pouvons sentir la division des Libanais sur cette question entre un camp qui appuie cette partie et l'autre qui appuie une autre partie du peuple. Les villages périphériques de la Syrie sont également divisés entre ceux qui appuient une partie du peuple syrien et ceux qui appuient l'autre partie. Ce que nous souhaitons, c'est de rester en bonne relation avec le peuple syrien dans toutes ses composantes, de ne pas appuyer une composante au détriment de l'autre, de ne pas lutter contre une composante au profit de l'autre. Nous souhaitons également que la démocratie puisse être réalisée dans les plus brefs délais, sans violence et sans combats. Le commandement syrien n'est pas loin de cette position et du principe de l'alternance au pouvoir à travers l'amendement de l'article 8 de la Constitution, comme il en est question maintenant, ainsi qu'en limitant le nombre de mandats présidentiels successifs à deux. Le président Assad n'a aucun grief vis-à-vis de la position libanaise officielle. Les griefs surviennent lorsqu'une personne promet une chose et en fait une autre. Je suis très sincère dans ma relation avec le président Assad et je l'ai été lorsque j'étais commandant en chef de l'armée. Ma relation avec lui a toujours été fondée sur la sincérité. Si je ne lui exprime pas ma position et mes sentiments vis-à-vis des positions de certains États, ce serait comme si je lui mentais. Je lui propose aussi parfois certaines idées dont il pourrait faire usage. Beaucoup de réformes ont commencé à être réalisées en Syrie, et elles ne sont pas dans l'intérêt du président Assad mais de l'ensemble de la Syrie. »

► **Najib Mikati**, Premier ministre du Liban

« Il faut s'élever contre ceux qui s'emploient à faire de l'obstruction au niveau de l'action du Conseil des ministres. Nous refusons une telle attitude au nom des Libanais. Il est temps que le Conseil des ministres soit productif, efficace, qu'il fasse preuve de cohésion, qu'il soit à la hauteur de ses responsabilités... Mon devoir constitutionnel est de gérer l'action gouvernementale et d'en rectifier le tir à chaque fois que cela s'avère nécessaire afin

d'assurer la productivité requise. Si le Liban et notre entourage arabe ne traversaient pas de telles circonstances critiques et complexes, je ne me serais pas contenté de suspendre les séances du Conseil des ministres. J'aurais présenté ma démission car j'en ai assez. Ma décision n'a pas fait l'objet d'une coordination préalable avec le président Sleiman. La façon de se comporter des ministres aouniste est devenue inacceptable. »

► **Alain Juppé**, ministre français des Affaires étrangères Extraits d'une interview accordée le 02 février à *L'Orient-Le Jour*

« La France, l'Union européenne et les missions parlementaires restaient attentives à la protection des minorités chrétiennes et des minorités religieuses en général. Nous sommes très vigilants en Égypte, en Irak – malheureusement ils ont fini par fuir –, naturellement au Liban et en Syrie. J'adresse un message en direction de nos amis chrétiens de Syrie. Ce qui m'inquiète un petit peu, c'est la façon dont ils collent totalement au régime. Je les invite réfléchir bien à l'avenir, car ce régime n'a pas d'avenir. C'est aussi pour protéger les minorités que la demande a été faite à l'opposition syrienne d'inclure des représentants des communautés chrétiennes. La situation en Syrie est une menace pour la stabilité de la région parce que l'on voit bien ses conséquences au Liban et en Turquie avec des milliers de réfugiés et aussi sur les relations avec l'Iran. Je mets en garde contre le risque très fort de déclenchement d'une guerre civile en Syrie. La situation en Libye était différente de celle de la Syrie. En Libye, il y a une société civile plus homogène, constituée pour l'immense majorité de sunnites malékites ; en Syrie, il y a une forte minorité alaouite, une forte minorité chrétienne, des sunnites, des chiites, donc une société profondément divisée et le risque d'affrontement est évident. D'où la nécessité d'aller très vite, avec un grand thème : le changement de régime. Le CNS n'a pas encore fait ses preuves. Il est vrai que l'unification, l'organisation de l'opposition est difficile. Elle a des tendances différentes. Il y a l'intérieur et il y a l'extérieur. Nous les appelons à se regrouper, à faire place aux différentes communautés, en particulier les chrétiens, les alaouites. Quant au choix de leurs dirigeants, il y aura des élections bientôt. C'est aux membres de ce conseil et aux Syriens eux-mêmes de prendre des

décisions. »

Revue de presse

As Safir (Quotidien libanais proche de la majorité-03 février 2012)

La crise gouvernementale est le couronnement naturel et logique de la relation entre le président du Conseil des ministres Najib Mikati et le général Michel Aoun, qui ne tient qu'à un fil. Un fil, qui risque de se rompre après le dernier accrochage en Conseil des ministres. Les Libanais auraient souhaité que ce gouvernement puisse leur offrir un minimum de sécurité politique, sociale et économique, au lieu de renvoyer, d'un camp à l'autre, la balle du blocage. Plus encore, le gouvernement est désormais démissionnaire avec sursis. Il n'est plus qu'un gouvernement dicté par la nécessité. Qui est directement responsable de cette crise ? La relation entre les présidents de la République et du Conseil des ministres d'une part, et le chef du bloc du changement et de la réforme de l'autre, est-elle arrivée à une impasse ? Les circonstances politiques locales, régionales et internationales sont-elles vraiment propices à la déstabilisation du gouvernement ? Qui en seront le gagnant et le perdant ? Que se passera-t-il si le gouvernement s'effondre ? Les Libanais sont-ils victimes d'une campagne électorale que Mikati et Aoun auraient décidé d'enclencher un peu trop tôt ? Pourquoi Mikati a-t-il décidé de s'engager dans un tel bras de fer ? Y a-t-il encore une chance de relancer l'action du gouvernement ? Avant de répondre à ces questions, attendons que Nabih Berry ait mis ses moteurs en marche.

As Safir (02 février 2012)

Neemat Badreddine

Dans des déclarations sur l'affaire Georges Ibrahim Abdallah, Yves Bonnet, ancien patron de la DST française, qualifie de « vengeance d'État » son maintien en détention. Ses déclarations ont suscité un scandale. Le Premier ministre, Najib Mikati, soulèvera cette question lors de sa prochaine visite en France, et le ministère libanais des Affaires étrangères a chargé l'ambassadeur du Liban

en France de préparer un dossier détaillé sur l'affaire. Les responsables libanais doivent défendre la cause d'Abdallah pour lever l'injustice dont il est victime.

As Safir (02 février 2012)

Sateh Nouredine

« Je ne fais pas confiance aux pays occidentaux qui, après avoir longtemps soutenu les dictatures arabes, embrassent soudain les causes nobles et font étalage de leurs bonnes intentions. L'un des avantages du printemps arabes, c'est qu'il a remis en question cette relation équivoque entre les pays arabes et l'Occident. Cette remise en question peut servir les intérêts de la nation, si les dirigeants islamistes ne se ruent pas vers une réconciliation précipitée et inconditionnelle avec l'Occident, comme il semble déjà se produire en Tunisie, en Égypte, en Libye et ailleurs. C'est pourquoi l'action arabe au Conseil de sécurité semble avoir été une perte de temps. Les arabes sont tombés dans le piège tendu par la Russie et la Chine qui ne se soucient guère du sort du peuple syrien et ne sont pas moins barbares que les Occidentaux. »

As Safir (31 janvier 2012)

Marlène Khalifé

La visite à Paris du président du Conseil des ministres, Najib Mikati, est purement politique. La sécurité de la Finul et la mise en œuvre de la résolution 1701 seront les priorités françaises. Le président Nicolas Sarkozy et le Premier Ministre François Fillon recevront des assurances de la part de Mikati, s'agissant en particulier des instructions claires données à l'Armée libanaise en ce qui concerne la sécurisation des déplacements de la Finul entre Beyrouth et le Liban-Sud.

Le Liban mettra l'accent pour sa part sur les dispositions de la résolution 1701 relatives à la prise en charge graduelle par l'armée des missions de la Finul. D'où la volonté libanaise de soulever la question de l'aide à l'armée : Le Liban demandera à la France de maintenir son appui à l'armée sous forme de sessions d'entraînement et d'équipements techniques. Il ne manquera pas non plus de souligner son attachement à la présence du contingent français au sein de la force internationale.

Dans le dossier syrien, autre sujet à l'agenda des rencontres, le Liban rappellera sa position qui consiste à s'en dissocier. Si les Français posent des questions sur l'attitude des banques libanaises vis-à-vis des sanctions européennes contre Damas, ou sur les frontières libano-syriennes, le Liban se fera rassurant : le secteur bancaire se dissocie du dossier syrien et tient à préserver ses intérêts ; et des contacts ont lieu avec la Syrie pour que soit mis un terme aux violations des frontières. Le Liban réitérera par ailleurs ses engagements vis-à-vis du TSL et soulèvera, après des messages que Mikati a reçus sur Twitter, l'affaire des titres de séjour des étudiants libanais en France.

Dans l'affaire du détenu Georges Ibrahim Abdallah, le chef du gouvernement libanais demandera une révision du dossier par les autorités judiciaires compétentes, étant donné qu'Abdallah a déjà purgé une peine de 25 ans, l'équivalent d'une condamnation à perpétuité en France. *An Nahar* (Quotidien libanais proche du 14-Mars) Samir mansour (1er février 2012)

Des sources gouvernementales s'étonnent des rumeurs selon lesquelles la Syrie serait dérangée par la visite prévue de Najib Mikati en France. Les sources expliquent que l'objectif du Premier ministre, depuis la formation du gouvernement, est de rompre l'isolement et d'ouvrir des voies de communication avec l'étranger, ce qui sert à la fois les intérêts du Liban et de la Syrie. La visite en France s'inscrit dans ce cadre-là. Elle ne changera pas la décision du Liban de se dissocier de la crise syrienne et de ne pas intervenir dans les affaires internes syriennes. La visite a un but essentiellement libanais : elle vise à obtenir un soutien français et européen au Liban et à faire pression sur Israël pour l'application des résolutions internationales, notamment la 1701. Elle vise également à étudier la possibilité d'obtenir un soutien français pour l'Armée libanaise.

An Nahar (31 janvier 2012)

Ibrahim Bayram

Un dialogue a discrètement commencé entre plusieurs parties libanaises appartenant aux deux camps adverses. La première séance a réuni des représentants du Mouvement Amal, du Hezbollah, du Courant du Futur, du parti des Kataëb, du bloc du

changement et de la réforme, du courant du chef du gouvernement, des FL, du PSP et des Marada. La réunion a eu lieu au siège d'une association libano-européenne qui a choisi de s'appeler l'espace commun. Au-delà des sujets de discorde politique bien connus, les interlocuteurs ont préféré un dialogue en profondeur portant sur la crise du système libanais et les moyens à mettre en œuvre pour le réformer et le faire évoluer. Ce dialogue, qui se déroule entre quatre murs, se poursuivra sur une base périodique : une séance aura lieu le premier mercredi de chaque mois. C'est la preuve que malgré des conditions rédhibitoires posées par certains en vue de la reprise du dialogue national au Palais de Baabda, les uns et les autres reconnaissent implicitement que le dialogue demeure indispensable.

An Nahar (31 janvier 2012)

Sarkis Naoum

Pour les États-Unis, la dernière initiative arabe sur la Syrie représente une solution médiane, qui, espèrent-ils, sera acceptée par la Russie afin que sa mise en œuvre devienne possible, selon des analystes qui suivent ce dossier. Les Américains s'inquiètent de l'incapacité de l'opposition syrienne à venir à bout de ses clivages et à sceller une véritable union nationale. De plus, ils reprochent à cette opposition de ne pas vouloir s'ouvrir aux minorités syriennes pour les rassurer quant à leur avenir. L'arrêt du bain de sang est tributaire de la mise en œuvre de l'initiative arabe. Mais si le président Bachar al-Assad continue à rejeter tout compromis, la Syrie risque de sombrer dans une guerre sectaire qui fera d'elle un champ de bataille comme ce fut le cas au Liban entre 1975 et 1990.

Al Akhbar (Quotidien libanais proche de la majorité-03 février 2012)

Selon des sources politiques bien informées, le ministre de la Défense, Fayez Ghosn, est le seul responsable officiel qui ait critiqué, pendant la visite du procureur du Tribunal spécial pour le Liban (TSL), Daniel Bellemare, l'action de ce dernier au sein du TSL. Le ministre de la Défense s'est interrogé sur la fuite du contenu de l'acte d'accusation avant sa parution officielle et sur l'affaire des

faux témoins.

Al Akhbar (02 février 2012)

Jean Aziz

Le gouvernement actuel souffre d'une crise structurelle. Elle est due d'abord au fait que le gouvernement n'est pas issu d'une majorité parlementaire homogène et harmonieuse. De plus, la composition même du gouvernement pose problème, puisqu'il est divisé entre deux genres de politiques. Celle incarnée par Michel Aoun, qui appartient à l'ère pré-Taëf et qui n'a pas connu l'époque de la troïka du pouvoir et des concessions politiques. Dans sa tête, il vit encore dans le temps de l'alliance tripartite. Le deuxième type de politiques celles de l'ère post-Taëf. Eux vivent dans le temps de l'alliance quadripartite entre Amal, le Hezbollah, le Courant du futur et Parti socialiste progressiste et de sa démocratie hiérarchique.

Ad Diyar (Quotidien libanais indépendant-02 février 2012)

Le Rassemblement des forces, personnalités et partis nationaux libanais organise une rencontre de solidarité avec Georges Ibrahim Abdallah pour dénoncer la fausse justice française qui le maintient en incarcération. Des représentants de forces et partis libanais et palestiniens et de la campagne internationale pour la libération de Georges Abdallah ont participé à la rencontre. Ils ont appelé la France à le libérer sans tarder.

L'Orient-Le Jour (Quotidien francophone libanais proche du 14-Mars) (03 février 2012)

Walid Joumblatt continue de croire que l'initiative qu'il avait prise en janvier 2011 de soutenir Najib Mikati était « la bonne » pour épargner au pays un surcroît de tensions. « Je ne quitterai pas l'alliance gouvernementale. Avec le Premier ministre, nous ferons naufrage ensemble ou nous réussirons », a déclaré le chef du PSP à la LBC, dans le cadre du programme de Marcel Ghanem, Kalam el-Nass.

Il a aussi réaffirmé son souci de maintenir ses bonnes relations avec le Hezbollah, tout en confirmant une nouvelle fois ses divergences de vues avec ce dernier sur plusieurs questions, et

notamment au sujet de la situation en Syrie. Sur la question gouvernementale, le chef du PSP a pressé le Hezbollah de « parler au général Michel Aoun pour le calmer ». « On ne peut plus continuer comme cela. Les ministres aounistes font de la surenchère. Le feuilleton de l'électricité, qui coûte au contribuable libanais 2,5 milliards de dollars annuellement, dure depuis le limogeage de Georges Frem et l'avènement d'Élie Hobeika », a-t-il dit, réfutant l'argument du ministre de l'Énergie, Gebran Bassil, selon qui le recours aux fonds arabes et internationaux pour financer le plan de développement du secteur public prendrait trop de temps. Et puis, « la question des nominations peut être traitée dans le calme. Personne ne doit se rebiffer, mais il faut s'entraider. Michel Aoun pense que ses partisans sont nobles et que nous ne le sommes pas. Très bien, mais maintenant, ça suffit ! » a-t-il dit, prenant fait et cause pour la nomination de la juge Alice Chabtini, soutenue par Baabda, au poste de président du Conseil supérieur de la magistrature.

Interrogé sur ses relations avec le chef du courant du Futur, Saad Hariri, M. Joumblatt les a qualifiées d'« amicales ». Il a souligné qu'une éventuelle rencontre entre MM. Mikati et Hariri à Paris lors de la visite prochaine du premier en France serait « une excellente chose », estimant que M. Hariri devrait pouvoir « aller au-delà de sa déception personnelle » et appelant une nouvelle fois à la reprise du dialogue entre les diverses parties libanaises

L'Orient-Le Jour (03 février 2012)

Le Liban a perdu en Nassib Lahoud un ténor de la vie parlementaire et politique et l'un des piliers du mouvement du 14-Mars. Jusqu'au bout, le chef du Renouveau démocratique (RD) aura été engagé dans la défense de ses principes nationaux.

Nassib Lahoud, né en 1944 à Baabdate, dans le Metn, a participé aux grandes étapes de la vie politique du Liban, dont la conférence de Taëf (Arabie saoudite), ayant mis fin à la guerre au Liban. Tout au long de sa carrière, il a exprimé son opposition aux ingérences syriennes au Liban. Il fut l'un des fondateurs du Rassemblement de Kornet Chehwane, du Rassemblement du Bristol et du Renouveau démocratique.

M. Lahoud, 68 ans, luttait depuis des mois contre un cancer. Il avait

subi à Paris un long traitement au terme duquel il avait regagné Beyrouth. L'ancien député est décédé hier matin à l'aube à l'Hôtel-Dieu où il avait été admis il y a dans un état critique.

L'Orient-Le Jour (03 février 2012)

Scarlett Haddad

De jour en jour, le dossier syrien se fait de plus en plus influent sur la scène interne libanaise. Les tentatives de certains responsables de garder le Liban à l'abri des développements syriens ne semblent pas devoir résister à la pression des événements. Un ministre a récemment déclaré à ses visiteurs que le Liban ne peut pas être neutre vis-à-vis de la crise syrienne, à cause de l'importance de la Syrie pour sa stabilité économique et sécuritaire. 90% des exportations libanaises vers le monde arabe passent en effet via la Syrie. Et au plus fort de la crise entre le courant du Futur et le régime syrien en 2005, Saad Hariri avait en vain songé à trouver d'autres voies pour l'exportation.

De même, si une zone d'exclusion aérienne devait être décidée au-dessus de la Syrie, les avions de la MEA se trouveraient devant un dilemme important, n'ayant pas de couloir aérien (puisque l'espace aérien israélien leur est interdit) pour passer vers le monde arabe. Sans parler des menaces qui pèsent sur le secteur bancaire libanais si la communauté internationale décidait réellement d'empêcher l'afflux de fonds syriens vers le Liban. Bref, pour ces raisons (entre autres) le Liban est finalement directement impliqué dans la crise syrienne. Mais le problème, c'est que cette crise alimente la division entre les Libanais et elle s'est imposée au cœur du débat interne. Plus grave encore, la crise syrienne est devenue un élément déterminant dans la lutte sourde entre le courant du Futur et le Hezbollah, qui cache en réalité un conflit plus large encore entre les sunnites et les chiites. L'élément nouveau dans ce conflit est la volonté de moins en moins discrète de la Jamaa islamiya de jouer un rôle prépondérant au Liban. Cette organisation, qui est le pendant libanais des Frères musulmans, avait décidé depuis les années 70 du siècle dernier de garder un profil bas au Liban en raison de la diversité religieuse et confessionnelle du pays, estimant que cette diversité empêche le développement d'un parti ou d'une organisation islamiste.

Aujourd'hui, avec le retour en force des Frères musulmans dans le monde arabe, à la faveur des révolutions et avec visiblement l'aval des États-Unis et de l'Occident en général, la Jamaa islamiya a décidé de tenter sa chance au Liban. Selon des sources bien informées, le Qatar encouragerait le développement de la Jamaa islamiya au Liban et pourrait bien financer ses activités, notamment la formation de son bras armé « Les forces de l'aube » (al-Fajr) qui sont censées prendre le relais de la résistance contre Israël. Pour l'instant, ces forces sont en train de se constituer et les responsables de la Jamaa islamiya sont attendus prochainement à Doha, puisque l'émirat est devenu en quelque sorte « le parrain » des nouvelles forces du monde arabe et notamment des Frères musulmans, en accord avec la Turquie dont le parti au pouvoir évolue aussi dans la même orbite.

Outre sa restructuration et le développement de ce qu'elle appelle sa force de résistance, la Jamaa islamiya travaille aujourd'hui sur d'autres axes. Elle cherche ainsi à gagner du terrain auprès de la population en se présentant comme la force du changement et l'élan de la révolution dans le monde arabe. En même temps, elle cherche à s'approprier le dossier des réfugiés syriens au Liban, pour faire le lien avec les Frères musulmans de Syrie et surtout pour devenir le véritable champion libanais de la cause du changement en Syrie. La Jamaa, qui jusqu'à présent avait toujours agi de concert avec le courant du Futur, acceptant tacitement la suprématie de ce dernier sur la scène sunnite, en évitant de chercher à grignoter dans sa base populaire, aurait récemment obtenu un feu vert tacite du Qatar pour élargir sa base, au détriment du courant du Futur. Non pas que celui-ci soit désavoué, mais aujourd'hui, les Frères musulmans ont le vent en poupe et il faut prendre le train en marche. D'autant que le courant du Futur n'a pas les coudées aussi franches pour afficher son islamisme et qu'en raison d'une absence de projet et de vision clairs, il a du mal à se positionner sur le plan régional et arabe. Dans une première étape, il s'agit donc pour la Jamaa de s'imposer sur la scène sunnite, en profitant de l'influence grandissante des Frères musulmans sur la scène arabe. Ensuite, il s'agira de présenter aux sunnites arabes une alternative à la résistance contre Israël menée actuellement par le Hezbollah avec l'aide de la Syrie et de l'Iran. En

se dotant d'un bras armé en principe destiné à faire de la résistance contre Israël, la Jamaa islamiya gagnera en popularité et en crédibilité dans le monde arabe et passera ensuite à la troisième étape qui consiste à mettre en cause la légitimité des armes du Hezbollah, en utilisant les événements de mai 2008 pour discréditer cette formation et ternir sa résistance. De la sorte, le Liban s'inscrira totalement dans le prolongement des développements dans la région et accomplira un nouveau pas en direction de l'éclatement d'un conflit entre les sunnites et les chiites. En parallèle à ce projet, la pression sur le Hamas se poursuit dans une volonté conjointe du Qatar, de la Turquie et de l'Arabie saoudite pour le ramener dans le giron arabe et le dissocier de l'Iran. Or le Hamas s'inscrit aussi dans la double lignée des Frères musulmans et de la résistance contre Israël. De même, des efforts sont déployés pour tenter de récupérer aussi le Jihad islamique, encore plus radical que le Hamas, pour contrôler entièrement toutes les mouvances palestiniennes et retirer la carte de la résistance contre Israël des mains du Hezbollah et de ses alliés iranien et syrien. Avec ces projets (s'ils se réalisent), le Liban sera pleinement impliqué dans la crise syrienne et dans les développements régionaux. Mais comme l'a fait remarquer un ancien ministre et député, il se placera aussi dans l'œil du cyclone, et toutes les parties libanaises en sortiront perdantes.

Pierre Khalaf

Source
[New Orient News \(Liban\)](#)

Source : « Syrie : Le double veto russo-chinois inaugure un nouvel ordre mondial », par Pierre Khalaf, New Orient News (Liban), *Réseau Voltaire*, 8 février 2012, www.voltairenet.org/a172684